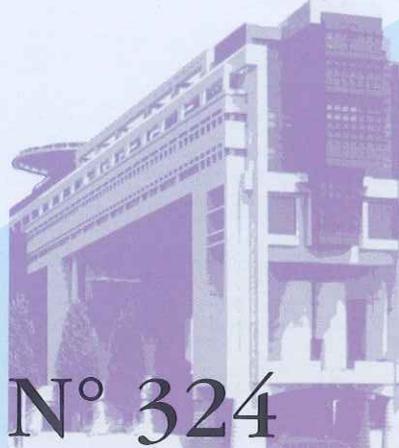


Les Notes Bleues

de Bercy



N° 324

DU 1^{ER} AU 15 MARS 2007

PRIX DE VENTE : 5,50€

DOSSIER : LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

- Les grandes tendances en Europe (2002-2006)
- Le bilan des investissements étrangers en France en 2006
- Les outils de mesure de l'investissement étranger en France

Sommaire

▲ Stratégies économiques internationales

DOSSIER : LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

1 - Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe (une analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006)

L'année 2006 a été marquée par une nouvelle progression des flux d'investissements internationaux, qui ont atteint 1 230 milliards de dollars. Cette évolution positive s'explique par un environnement économique favorable qui a poussé les entreprises à poursuivre leur effort d'investissement. Ce sont les États-Unis et surtout l'Europe de l'Ouest qui absorbent la majeure partie de l'augmentation des flux d'investissements directs. La progression est plus modeste pour les flux en direction des économies en développement.

page 3

2 - Le bilan des investissements étrangers en France en 2006

2006 : année record pour les investissements étrangers en France. Après quatre années de croissance continue, en 2006, 39 998 emplois ont été créés ou maintenus par des entreprises étrangères (+32,7 % par rapport à 2005). Les projets d'investissement, quant à eux, ont crû non seulement en nombre (665), mais aussi en taille moyenne pour dépasser 60 emplois par projet.

Les entreprises européennes sont celles qui continuent d'investir le plus en France. Elles ont généré 64,6 % des créations d'emplois d'origine étrangère, contre 27,2 % pour les entreprises nord-américaines et 7,1 % pour les asiatiques.

En 2006, six régions françaises ont concentré 62 % des créations d'emplois. Dans l'ordre décroissant : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Nord - Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, Bretagne.

page 25

3 - Les outils de mesure de l'investissement étranger en France

Les sources statistiques sur l'investissement étranger en France, bien que nombreuses, ne permettent qu'une analyse parcellaire par la nature même de leur hétérogénéité (Banque de France, Insee, Sessi ou encore consultants privés comme Thomson Financial).

Cette diversité de sources a conduit l'AFII à mettre en place dès 1993 son propre outil de mesure : le « bilan AFII ». Il se concentre sur le recensement de l'ensemble des projets d'investissement d'origine étrangère créateurs de plus de 10 emplois durables, voire plus de 50 selon le secteur d'activité, réalisés en France. Il fournit des statistiques détaillées par secteur, fonction, type d'implantation, taille des projets, pays d'origine et régions de destination.

© La rédaction des Notes Bleues de Bercy, mars 2007

Articles de Fabrice Hatem, conseiller économique, Agence française pour les investissements internationaux (AFII), professeur associé à l'École de management de Normandie

page 41

Les Notes Bleues
de Bercy

Revue d'information
du ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie.

139, rue de Bercy, Télédéc 536

75572 Paris CEDEX 12

Rédaction : 01 53 18 72 86

Abonnements :

■ à la version numérique
(gratuite) :

www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/sabonner.htm

■ à la version papier :

Téléphone : 01 53 18 88 15

Télécopie : 01 53 18 36 41

Tarifs :

France métropolitaine 95 €

Autres destinations 125 €

La reprise d'articles dans la presse

est libre de droits, sous réserve

de la mention de la source

Les Notes Bleues de Bercy, du numéro
de la revue et de sa date de parution.

Date du dépôt légal : à parution.

N° de commission paritaire : 1010 B 0747

ISSN 1168-9021

N° 324

du 1^{er} au 15 mars 2007

Dossier

«Les investissements internationaux»

Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe

(Analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006)

(p. 3)

Le bilan des investissements étrangers en France en 2006

(p. 25)

Les outils de mesure de l'investissement étranger en France

(p. 41)

Le bilan des investissements étrangers en France en 2006

2006 : année record pour les investissements étrangers en France. Après quatre années de croissance continue, en 2006, 39 998 emplois ont été créés ou maintenus par des entreprises étrangères (+32,7 % par rapport à 2005). Les projets d'investissement, quant à eux, ont crû non seulement en nombre (+2,3 %, pour atteindre 665), mais aussi en taille moyenne pour dépasser 60 emplois par projet.

Les entreprises européennes sont celles qui continuent d'investir le plus en France. Elles ont généré 64,6 % des créations d'emplois d'origine étrangère, contre 27,2 % pour les entreprises nord-américaines et 7,1 % pour les asiatiques.

Le secteur manufacturier à lui seul a créé ou maintenu plus de 25 400 emplois (soit 63,5 % du total du bilan). La chimie, les machines et équipements, l'aéronautique ont été les secteurs les plus dynamiques, alors que l'automobile et les métaux connaissent des progressions significatives. L'évolution est plus contrastée dans le secteur tertiaire, où les services aux entreprises sont pourtant les premiers pourvoyeurs d'emplois étrangers (13 % du total), loin devant les logiciels (6,5 %), ces derniers enregistrant une forte chute par rapport à 2005.

En 2006, six régions françaises ont concentré 62 % des créations d'emplois. L'Ile-de-France arrive en tête avec 9 000 emplois (22,5 % du total) mais en légère baisse par rapport à 2005. Suivent Rhône-Alpes (10,4 %), Provence - Alpes - Côte d'Azur (9,4 %), Nord - Pas-de-Calais (7,1 %), Midi-Pyrénées (6,9 %) et Bretagne (5,4 %).

© La rédaction des Notes Bleues de Bercy, mars 2007

Le bilan des investissements étrangers en France en 2006

Fabrice Hatem, conseiller économique, Agence française pour les investissements internationaux (AFII)¹, professeur associé à l'École de management de Normandie.

Synthèse des résultats du bilan AFII 2006

Projets et emplois : Les projets d'investissement et les créations d'emplois d'origine étrangère en France recensés par l'AFII ont connu, après la chute observée en 2002, quatre années de croissance ininterrompue. Ce mouvement s'est poursuivi et même accéléré en 2006. En effet, le nombre d'emplois créés ou maintenus a continué à progresser pour atteindre le niveau record de 39 998, en progression de 32,7 % par rapport à 2005. Le nombre de projets a également connu une très légère croissance (+2,3 %) : 665 contre 650 l'an dernier.

Régions et pays d'origine : La prééminence de l'Europe comme région d'origine s'est encore renforcée en 2006, avec 64,6 % des emplois créés, contre 58,3 % en 2005. L'Amérique du Nord arrive en seconde position (27,2 %), suivie par l'Asie (7,1 %), dont la contribution est en léger recul par rapport à l'année précédente. Si les États-Unis restent le premier pays d'origine, les cinq places suivantes sont occupées par des pays européens – Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Pays-Bas – dont les entreprises ont toutes augmenté leurs investissements en France en 2006. Au total, les six premiers pays représentent à eux seuls 69,3 % des créations d'emplois en France en 2006. Parmi les autres pays dont les investissements se sont accrus, on peut citer la Finlande, le Canada et la Chine. Par contre, les investissements japonais, et, dans une moindre mesure, italiens et belges ont baissé en 2006.

Secteurs d'activité : L'année 2006 a été bonne pour le secteur manufacturier, où le nombre d'emplois créés ou maintenus par les entreprises étrangères s'est fortement accru pour dépasser 25 400 (soit 63,5 % du total du bilan), retrouvant ainsi pratiquement le pic observé en 2000. Parmi les secteurs les plus dynamiques, on peut mentionner la chimie, les machines et équipements, l'aéronautique, l'automobile et les métaux. Les créations d'emploi ont également progressé dans le secteur tertiaire (services aux entreprises notamment), malgré un léger recul des logiciels après une année 2005 exceptionnelle.

Région d'accueil : Six régions ont concentré en 2006 plus de 60 % des créations d'emplois : Île-de-France (22,5 %), Rhône-Alpes (10,4 %), Provence – Alpes – Côte d'Azur (9,4 %), Nord – Pas-de-Calais (7,1 %), Midi-Pyrénées (6,9 %), et Bretagne (5,4 %). Mais les créations d'emplois d'origine étrangère enregistrent également des progressions significatives dans de nombreuses autres régions, comme l'Aquitaine, la Picardie, l'Auvergne, la Haute-Normandie, la Champagne-Ardenne, le Languedoc-Roussillon, la Basse-Normandie, les Pays de la Loire et la Franche-Comté. L'Alsace et la Lorraine, malgré un léger tassement des flux, restent des régions attractives au regard de la taille de leur économie.

¹ La compilation des données du bilan AFII 2006 a été réalisée par Judith Moreau et Constance Arnaud

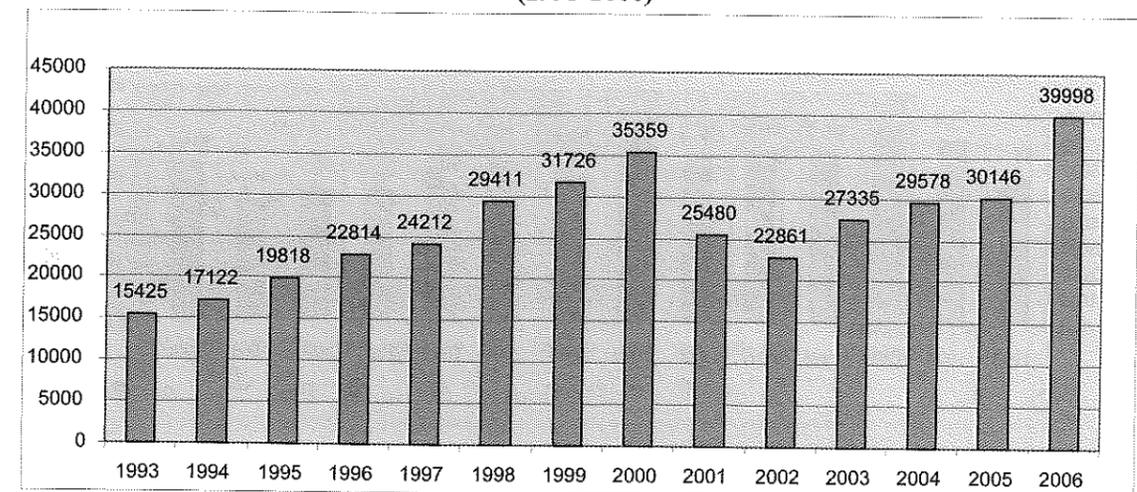
I – Une forte progression du nombre d'emplois créés

1 - Projets et emplois en hausse

Le nombre de projets et d'emplois étrangers créés en France avait enregistré en 2001 et 2002 une baisse assez marquée, concomitante à la chute des flux d'investissements internationaux alors observée au niveau mondial. Depuis maintenant quatre ans, ils connaissent une constante progression. Cette tendance s'est poursuivie et même accélérée en 2006.

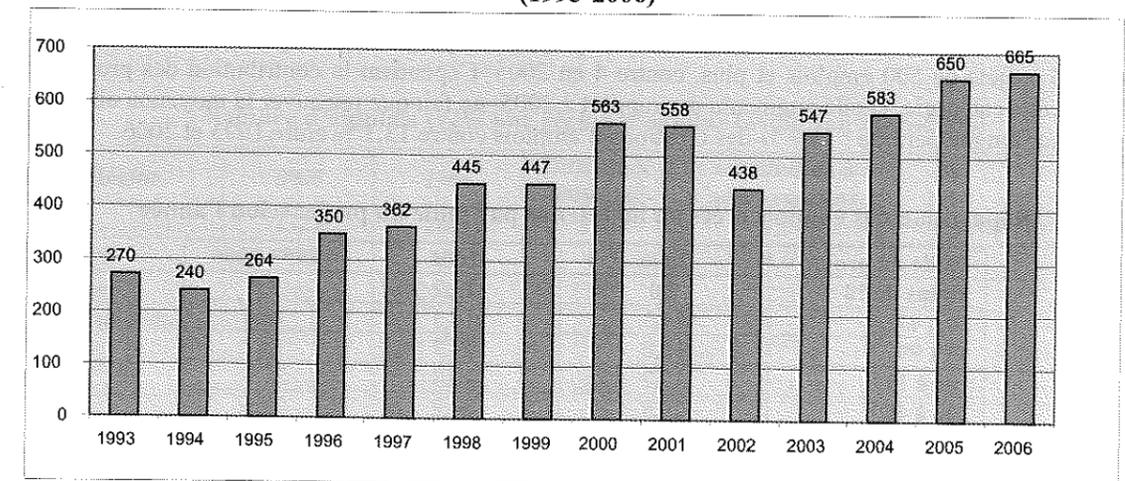
Le nombre d'emplois créés ou maintenus enregistre une très forte progression, pour atteindre 39 998 (+32,7 % par rapport à 2005). Ce chiffre représente le plus haut niveau atteint depuis la mise en place du bilan de l'AFII en 1993.

Evolution du nombre d'emplois créés ou maintenus en France (1993-2006)



Quant au nombre de projets, il progresse également, à un rythme plus modéré (+2,3 % par rapport à 2005), pour atteindre 665.

Evolution du nombre de projets étrangers en France (1993-2006)

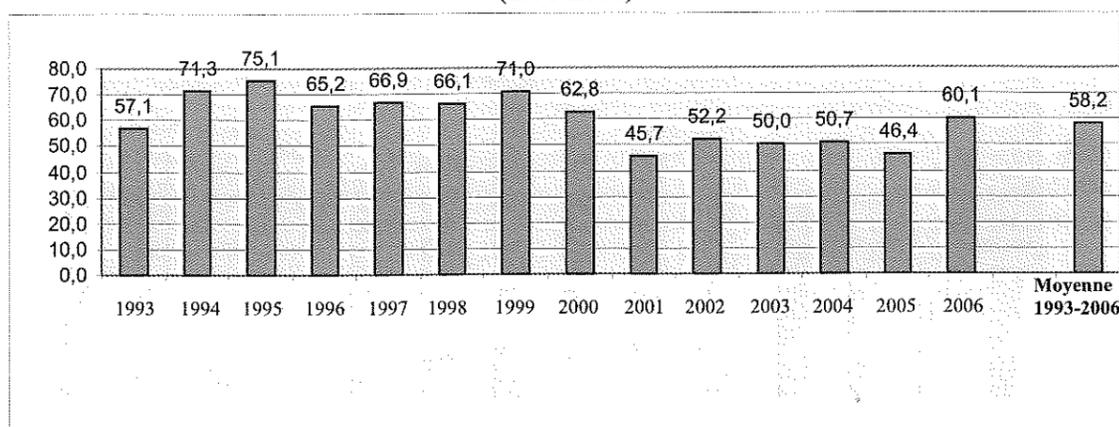


Cette évolution favorable reflète celle observée pour l'ensemble de l'Europe de l'Ouest, où, d'après les données publiées par des consultants indépendants comme OCO consulting, le nombre d'emplois créés par les firmes multinationales aurait enregistré une forte progression en 2006. Malgré la concurrence très vive des pays émergents et en transition pour l'accueil des gros projets manufacturiers très intensifs en main d'œuvre, les pays développés d'Europe de l'Ouest, et tout particulièrement la France, restent donc un lieu prioritaire d'implantation pour les entreprises multinationales, notamment dans les activités tertiaires et liées à l'innovation (cf. infra).

2 - Taille moyenne des projets en augmentation

La taille moyenne des projets, après avoir connu une baisse régulière entre 2002 et 2005, s'inscrit en forte hausse en 2006, pour dépasser 60 emplois par projets – un chiffre qui reste toutefois inférieur aux niveaux observés avant 2000.

Taille moyenne des projets d'implantation en France (1993-2006)



Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs :

- Un léger tassement du nombre de projets de petite taille : 468 projets de moins de 50 emplois ont été observés en 2006, contre 502 en 2005.
- Un afflux de projets de taille moyenne : 191 projets d'une taille comprise entre 50 et 499 emplois ont été recensés en 2006, contre seulement 144 l'an dernier.
- La réalisation en 2006 d'un nombre de projets de grand taille supérieur à l'an dernier : 5 projets de 500 emplois et plus, contre 4 en 2005. Cependant la contribution des projets de cette catégorie, si elle augmente par rapport à 2005, ne fait que retrouver la moyenne observée sur longue période : 13,7 % des créations d'emplois contre 13,1 % entre 1993 et 2006.

Répartition des emplois créés ou maintenus par taille du projet selon l'année

Taille du projet	2006	2005	1993-2006
Moins de 20	9,0	12,2	7,0
20 à 49	14,3	18,3	16,6
50 à 99	15,8	14,7	18,2
100 à 199	17,7	19,3	21,6
200 à 499	29,5	26,9	23,5
500 à 999	9,6	8,5	10,0
1000 et plus	4,1	0,0	3,1
Total	100,0	100,0	100,0

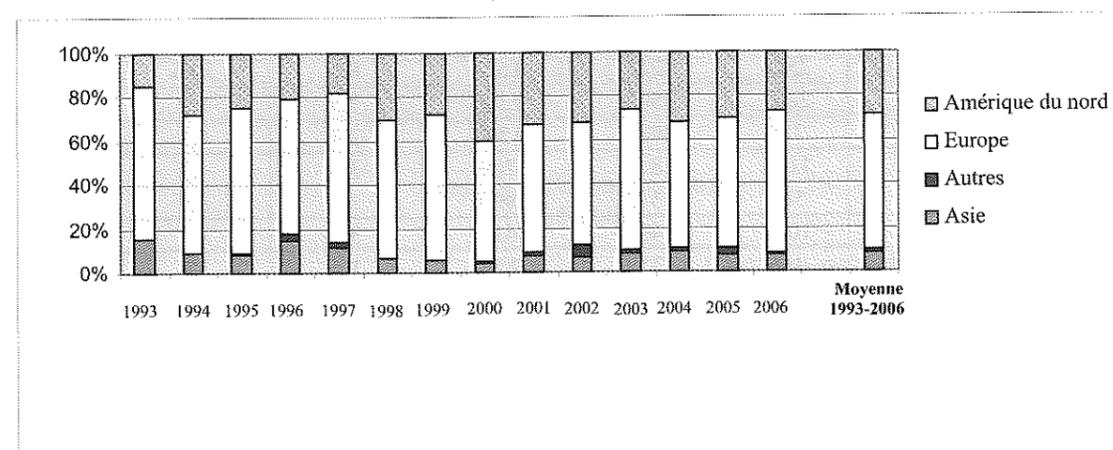
II – Les entreprises européennes, premières sources d'investissement en France

1 - L'Europe, principale région d'origine

La majorité des investissements d'origine étrangère dans les pays européens est le fait des entreprises européennes elles-mêmes. Ceci témoigne à la fois du poids globalement important de ces sociétés dans l'économie mondiale et de la priorité accordée par celles-ci à leur région d'origine dans leur stratégie d'internationalisation.

Cette prééminence des investisseurs européens peut également être observée dans le cas français : entre 1993 et 2006, ceux-ci ont été à l'origine de 61,9 % des créations d'emplois d'origine étrangère, contre seulement 28,4 % pour les entreprises nord-américaines et 8,3 % pour les entreprises asiatiques.

Emplois créés par région d'origine (% , 1993-2006)



Cette position dominante s'est même renforcée en 2006, année où la part des entreprises européennes dans les créations d'emplois a atteint 64,6 %, contre 27,2 % pour l'Amérique du Nord et 7,1 % pour l'Asie-Océanie.

L'augmentation des flux en provenance du vieux continent, soit plus de 8 000 unités, explique à lui seul plus de 80 % de la croissance totale des créations d'emplois en France entre 2005 et 2006. Les entreprises nord-américaines, pour leur part, n'y contribuent que pour moins de 20 %.

Nombre d'emplois créés par région d'origine (évolution 2005-2006)

Région	2005	2006	Différence 2006-2005	Contribution à l'accroissement	% 2005	% 2006
Asie	2321	2841	520	5,3	7,7	7,1
Autres	935	450	-485	-4,9	3,1	1,1
Europe	17666	25827	8161	82,8	58,6	64,6
Amérique du Nord	9225	10880	1655	16,8	30,6	27,2
Total	30146	39998	9852	100,0	100,0	100,0

2 - Principaux pays d'origine

Quatre pays (Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni et Suède) sont à eux seuls à l'origine de plus de 60 % des créations d'emplois d'origine étrangère en France en 2006.

Les entreprises originaires des Etats-Unis conservent en 2006 leur position de premier investisseur en France, avec 23,8 % des emplois créés, malgré une progression limitée par rapport à 2005. Elles ont réalisé cette année des opérations particulièrement importantes dans le secteur de la construction automobile (reprise de CF Gomma par SilverPoint), tout en maintenant leur effort dans les activités de services. Par contre, le volume de leurs créations d'emplois n'a toujours pas retrouvé les niveaux élevés observés jusqu'en 2001 dans le matériel électrique et électronique.

Les premiers pays d'origine des investissements 2005-2006
(Nombre d'emplois créés)

Pays	2005	2006	Différence 2006-2005	% 2005	% 2006
États-Unis	8756	9511	755	29,0	23,8
Allemagne	6055	6570	515	20,1	16,4
Royaume-Uni	2598	4225	1627	8,6	10,6
Suède	2247	3543	1296	7,5	8,9
Suisse	715	2021	1306	2,4	5,1
Pays-Bas	1153	1862	709	3,8	4,7
Chine	582	1572	990	1,9	3,9
Espagne	1084	1495	411	3,6	3,7
Canada	466	1359	893	1,5	3,4
Belgique	1391	1263	-128	4,6	3,2
Finlande	222	1238	1016	0,7	3,1
Italie	1015	806	-209	3,4	2,0
Japon	1438	794	-644	4,8	2,0
Autres	2424	3739	1315	8,0	9,3
Total	30146	39998	9852	100,0	100,0

Les entreprises allemandes, malgré des flux de création d'emplois en croissance relativement limitée, maintiennent leur position de 2^{ème} investisseur étranger (16,4 % des emplois créés). Leur effort progresse dans les services aux entreprises et se maintient dans la construction automobile, mais s'inscrit en retrait par rapport à 2005 dans les équipements électriques et électroniques.

Les investissements originaires du Royaume-Uni arrivent au 3^{ème} rang, avec 10,6 % des emplois créés. Ils enregistrent pour la 3^{ème} année consécutive une forte progression, à partir du point bas observé en 2003. Cette forte progression s'explique notamment par un gros projet dans le secteur des médicaments (GSK dans le Nord-Pas-de-Calais), par l'implantation d'un centre d'appel de Virgin Mobile en Mayenne et par plusieurs petits investissements dans les activités liées au transport et à la logistique. L'effort britannique se maintient par ailleurs à un niveau élevé dans les autres activités de services (services aux entreprises notamment).

Les entreprises suédoises se placent au 4^{ème} rang des investisseurs étrangers, avec 8,9 % du total des créations d'emplois. Cette position s'explique notamment par de nombreux projets d'IKEA dans la distribution de meubles, par des extensions réalisées sur les sites de Renault Trucks, filiale de Volvo, dans l'Ain et le Calvados, et par l'implantation de deux centres d'appel de Transcom à Montluçon et à Soissons.

Les créations d'emplois réalisées par des entreprises originaires de Suisse, Finlande, Canada, Chine et Pays-Bas enregistrent par ailleurs des progressions significatives, tout en restant à des niveaux plus modestes. On notera toutefois que la Chine s'est glissée cette année au 7^{ème} rang des investisseurs, grâce notamment au rachat d'Adisseo par Bluestar.

Par contre, la contribution des entreprises belges, italiennes et surtout japonaises enregistre un recul en valeur absolue par rapport à l'an dernier.

III – Analyse par secteurs : dynamisme industriel

1 - Reprise des créations d'emplois dans l'industrie

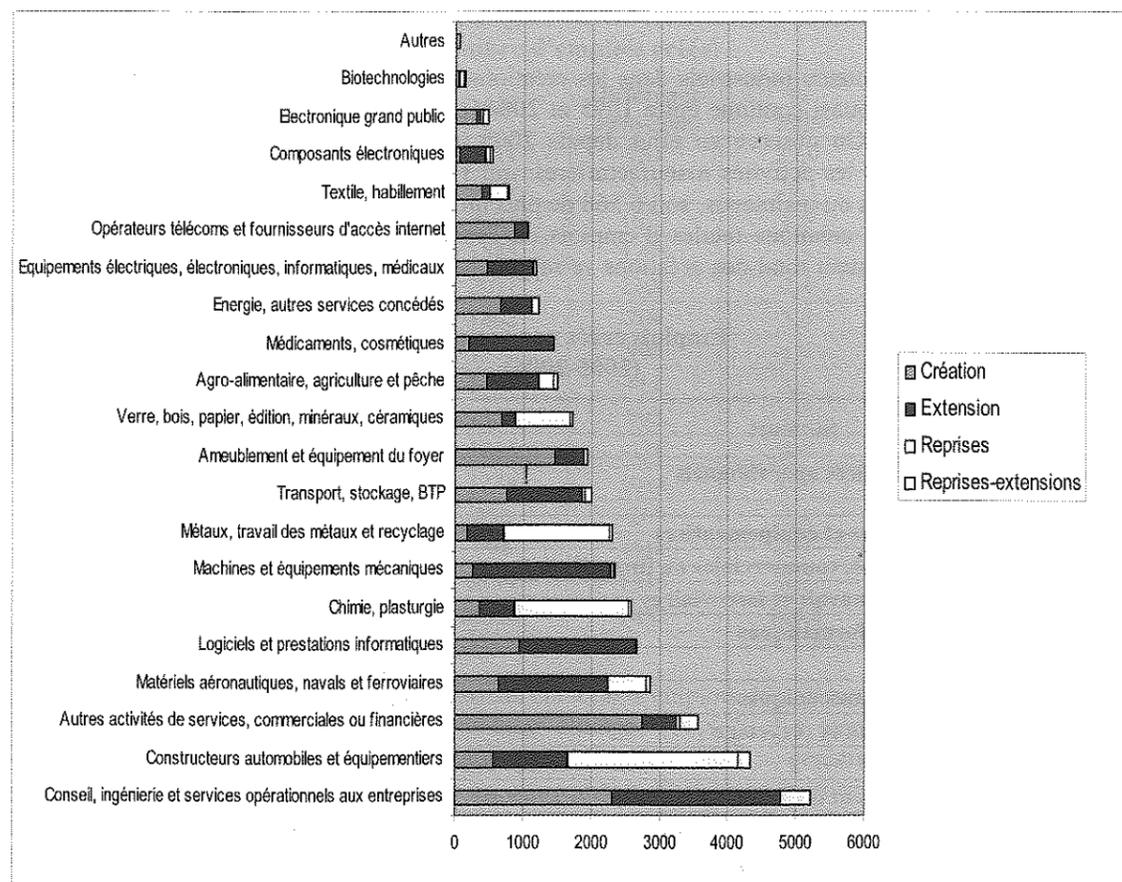
Alors que la part des secteurs industriels dans les créations d'emplois d'origine étrangère en France avait décroché de manière quasi-continue entre 1995 et 2004, ce phénomène s'est inversé au cours des deux dernières années. On observe en effet depuis 2005 un redémarrage des créations d'emplois d'origine étrangère dans les activités manufacturières, qui s'est considérablement accéléré en 2006. Avec 25 409 postes créés ou maintenus, soit 6 568 de plus qu'en 2005, le secteur manufacturier a été à l'origine de 63,5 % des créations totales d'emplois en France en 2006, contre 62,5 % en 2005 et 60,3 % en 2004. Le montant total des créations se rapproche également du « pic » observé en 2000, soit 27 200.

Emplois créés par secteurs
(2005-2006)

Secteurs	2005	2006	Différence 2006-2005	% 2005	% 2006
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1465	5209	3744	4,9	13,0
Constructeurs automobiles et équipementiers	3461	4344	883	11,5	10,9
Autres activités de services, commerciales ou financières	3122	3575	453	10,4	8,9
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1606	2868	1262	5,3	7,2
Logiciels et prestations informatiques	3784	2672	-1112	12,6	6,7
Chimie, plasturgie	802	2582	1780	2,7	6,5
Machines et équipements mécaniques	1059	2343	1284	3,5	5,9
Métaux, travail des métaux et recyclage	1359	2315	956	4,5	5,8
Transport, stockage, BTP	2399	2003	-396	8,0	5,0
Ameublement et équipement du foyer	2069	1955	-114	6,9	4,9
Verre, bois, papier, édition, minéraux, céramiques	1677	1733	56	5,6	4,3
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	1295	1506	211	4,3	3,8
Médicaments, cosmétiques	597	1435	838	2,0	3,6
Energie, autres services concédés	556	1223	667	1,8	3,1
Équipements électriques, électroniques, informatiques, médicaux	2325	1176	-1149	7,7	2,9
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	535	1070	535	1,8	2,7
Textile, habillement	673	774	101	2,2	1,9
Composants électroniques	667	547	-120	2,2	1,4
Électronique grand public	545	475	-70	1,8	1,2
Biotechnologies	150	133	-17	0,5	0,3
Autres		60	60	0,0	0,2
Total, dont :	30146	39998	9852	100	100
- Industrie	18841	25409	6568	62,5	63,5
- Services et autres	11305	14589	3284	37,5	36,5

Ce dynamisme retrouvé est essentiellement imputable à trois secteurs : la chimie, avec notamment plusieurs projets importants (reprise et création) du chinois Bluestar et la reprise d'Albermarle par l'allemand PPC SAS ; les machines et équipements, avec plusieurs extensions importantes (Liebherr, Blinker, JTC, UBC) ; enfin, l'aéronautique, avec notamment l'extension d'Eurocopter dans les Bouches-du-Rhône. Deux autres activités ont également connu des progressions significatives : les métaux, avec plusieurs reprises (les Trefileries de Conflandais par Saarstal, Compagnie Alpine d'aluminium par AIAC, etc.), et l'automobile, avec les extensions réalisées par Renault Trucks sur deux de ses sites français et plusieurs reprises (CF Gomma par SilverPoint, Michel Thierry par MatlinPatterson, etc.).

Création d'emplois par secteur et mode d'implantation en 2006



2 - Progression contrastée dans les services

Dans le secteur tertiaire, les logiciels enregistrent par contre une forte chute après une année 2005 exceptionnelle. Cette baisse est compensée par la très forte progression des activités de services aux entreprises, avec notamment de grosses extensions dans le secteur du conseil (Accenture) et de nombreux projets en centres d'appel (Bertelsman, Fonecta, Trancom, BCD Travel, Sitel, Number 118 118, etc.).

Le secteur des services aux entreprises est ainsi devenu en 2006 le premier créateur d'emplois étrangers en France, avec 13 % du total, suivi par les constructeurs et équipementiers automobiles (10,9 %), les autres activités de services (8,9 %), le matériel aéronautique, naval et ferroviaire (7,2 %), et les logiciels (6,5 %).

La poussée des secteurs à haute intensité technologique et des services

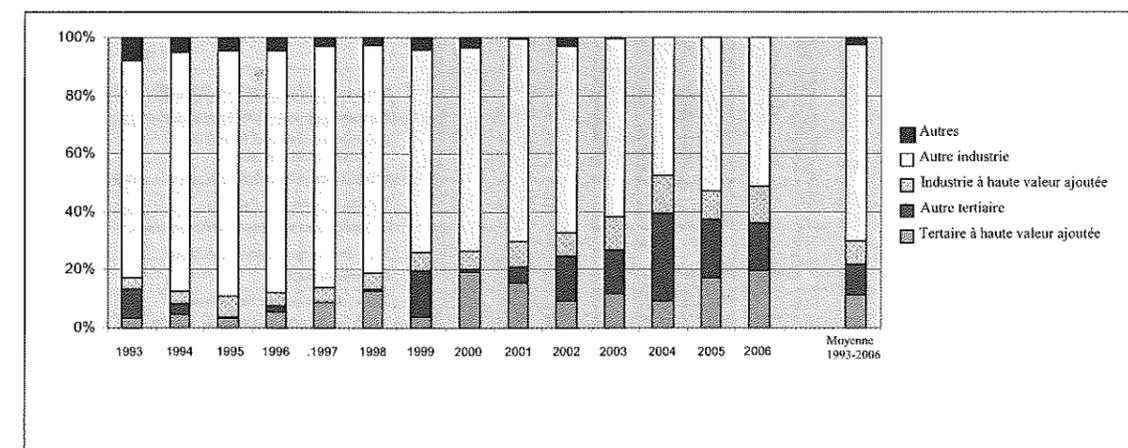
Au cours des 10 dernières années, la structure des investissements étrangers en France s'est progressivement modifiée du fait de deux évolutions de long terme :

- D'une part, la progression de la part du secteur tertiaire dans les créations d'emplois. Cette part est en effet passée de 13,4 % en 1993 à 36,3 % en 2006 du fait notamment d'une très forte progression dans les secteurs du logiciel, du conseil et de l'ingénierie. Parmi les 5 principaux secteurs investisseurs en 2006, trois (logiciels, autres services commerciaux et financiers, et services aux entreprises) sont des activités tertiaires.

- D'autre part, une progression très marquée des activités à forte intensité technologique et/ou à forte valeur ajoutée, où l'on peut regrouper les médicaments, les biotechnologies, les composants électroniques et la matériel aéronautique, ainsi que le logiciel et le conseil-ingénierie. L'ensemble de ces 6 secteurs a représenté, en 2006, 32,2 % des créations d'emplois, contre seulement 7,3 % en 1993.

Par contre, la part des secteurs manufacturiers à faible et moyenne intensité technologique s'est progressivement érodée, passant de 74,8 % à 51,1 %. L'automobile reste cependant un contributeur important, représentant 10,9 % des créations totales d'emplois, pourcentage pratiquement stable par rapport à 2005 (11,5 %).

Cette spécialisation progressive de la France sur les activités tertiaires et à fort contenu en innovation reflète un mouvement observé dans l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest. Elle se traduit par une montée progressive du contenu en valeur ajoutée et en qualifications des emplois créés par les firmes étrangères dans notre pays.



IV – Analyse par fonction : bonne résistance de la production

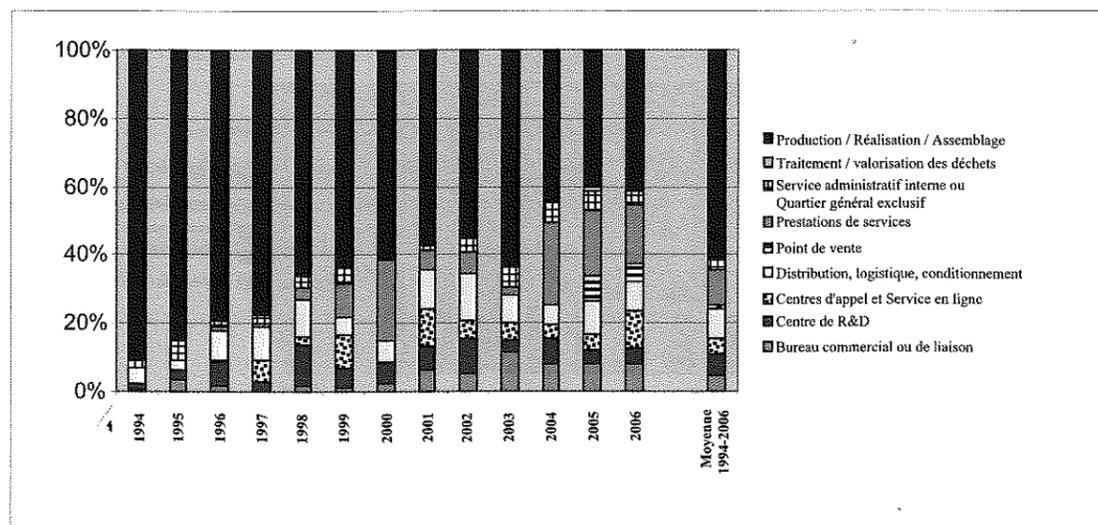
1 - L'intérêt d'une approche par fonction

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises s'appuient sur plusieurs types de fonctions : production, bien sûr, mais également R&D, services administratifs et quartiers généraux, logistique et distribution, centres d'appel et de télé-services, etc. C'est vrai en particulier dans les secteurs manufacturiers où le poids du « tertiaire d'appui » ou « tertiaire » tend à s'accroître au détriment de l'activité de production stricto sensu. A mesure qu'elles s'internationalisent, ces fonctions donnent lieu à des projets spécifiques d'investissements à l'étranger. Il est important de les comptabiliser à travers une nomenclature spécifique, dans la mesure où leurs critères de localisation diffèrent sensiblement de ceux relatifs aux activités de production.

2 - Progression tendancielle du « tertiaire d'appui »

La forte progression de la part des « fonctions tertiaires d'appui » au détriment de la fonction « production » a constitué à cet égard l'une des évolutions les plus marquantes de l'investissement étranger en France au cours des dernières années. Alors qu'elles ne représentaient que moins de 10 % des créations d'emplois en 1994, leur part s'est en effet progressivement accrue, pour atteindre 58,5 % en 2005. Symétriquement, alors que la production représentait encore en 1994 près de 90 % des créations d'emplois, sa part a progressivement baissé pour tomber à 40,4 % en 2005.

Répartition des emplois créés par fonction
(1994-2006)



Cette poussée des fonctions tertiaires résulte de deux facteurs distincts :

- L'évolution naturelle du marché : alors que les activités de R&D et de gestion des entreprises étaient encore il y a quelques années très centrées sur leur pays d'origine, elles ont connu depuis lors une internationalisation accélérée, ce qui a induit une forte augmentation des projets d'investissement à l'étranger (ex : quartiers généraux régionaux...).
- Un mouvement de spécialisation de l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest, dont la France, dans l'accueil de ces activités, alors que les grands sites de production manufacturière intensifs en main d'oeuvre tendaient à se localiser plus volontiers dans les pays émergents à bas coûts salariaux.

3 - Bonne résistance de la fonction « production » en 2006

Cependant, le dynamisme des investissements dans les secteurs industriels en 2006 s'est traduit par une augmentation sensible des créations d'emplois dans la fonction « production » (16 461 contre 12 177 en 2005). La part de celle-ci dans le total du bilan s'est donc stabilisée, enregistrant même une légère progression (41,2 % contre 40,4 % en 2005). Ce fait constitue évidemment une conséquence directe de la reprise des investissements dans certaines activités industrielles (cf. supra). Mais il démontre également que la capacité de notre pays à attirer les usines reste bonne, notamment dans les activités à contenu technologique élevé ou moyen (aéronautique, pharmacie, machines, chimie, etc.).

Emplois créés par fonctions
(2005-2006)

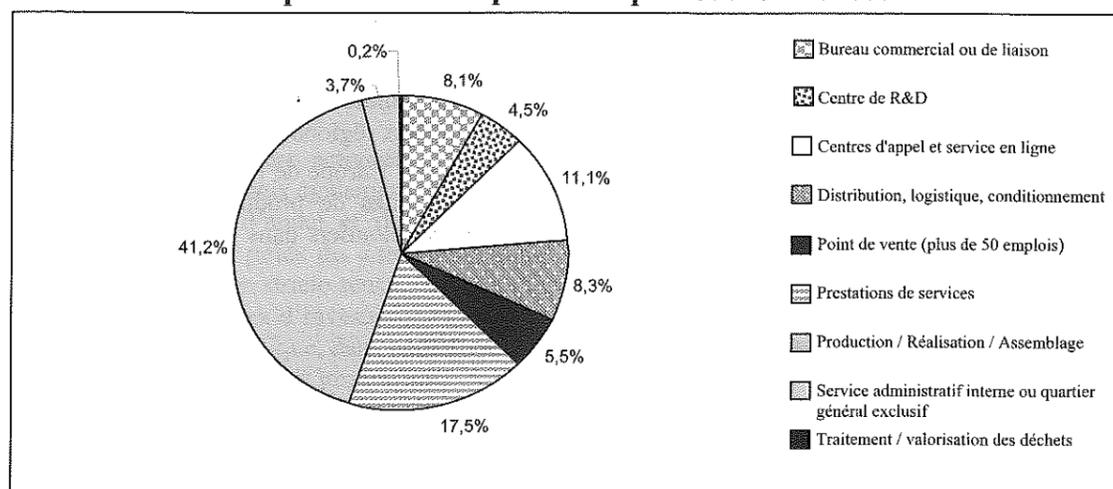
Fonction	2005	2006	Différence 2006-2005	% 2005	% 2006
Bureau commercial ou de liaison	2424	3221	797	8,0	8,1
Centre de R&D	1139	1789	650	3,8	4,5
Centres d'appel et Service en ligne	1445	4441	2996	4,8	11,1
Distribution, logistique, conditionnement	2966	3319	353	9,8	8,3
Point de vente	2280	2199	-81	7,6	5,5
Prestations de services	5636	6981	1345	18,7	17,5
Service administratif interne ou quartier général	1843	1499	-344	6,1	3,7
Traitement / valorisation des déchets	236	88	-148	0,8	0,2
Production / Réalisation / Assemblage	12177	16461	4284	40,4	41,2
Total	30146	39998	9852	100	100

4 - Une bonne année pour les centres d'appel

Dans les fonctions tertiaires, 2006 a été notamment marquée par de très nombreux projets dans les centres d'appel. Ceux-ci, avec 4 441 emplois créés contribuent pour 11,1 % au résultat de cette année. Parmi les principaux investisseurs dans cette activité, on peut citer : Bertelsmann (All.), Fonecta (Finl.), Transcom Worldwide (Suède), BCD Travel (Holl.), Virgin Mobile Telecom (RU), Sitel (Can.), Number 118 118 (RU), Expedia (EU), etc.

La fonction « prestation de service » reste cependant la première source de création d'emploi (17,5 % du total du bilan), avec une progression sensible par rapport à 2005. Parmi les entreprises ayant réalisé les investissements les plus importants, figurent Accenture (EU), KPMG (Holl.), Blinker (Esp.) et Deutsche Telekom (All.). La plupart des autres fonctions (R&D, Logistique-distribution, bureaux commerciaux) connaissent également une progression par rapport à l'an dernier. Seules exceptions : les « points de vente » et les « Services administratifs et quartiers généraux », où les créations d'emplois sont en légère décroissance par rapport à l'an dernier.

Répartition des emplois créés par fonction en 2006



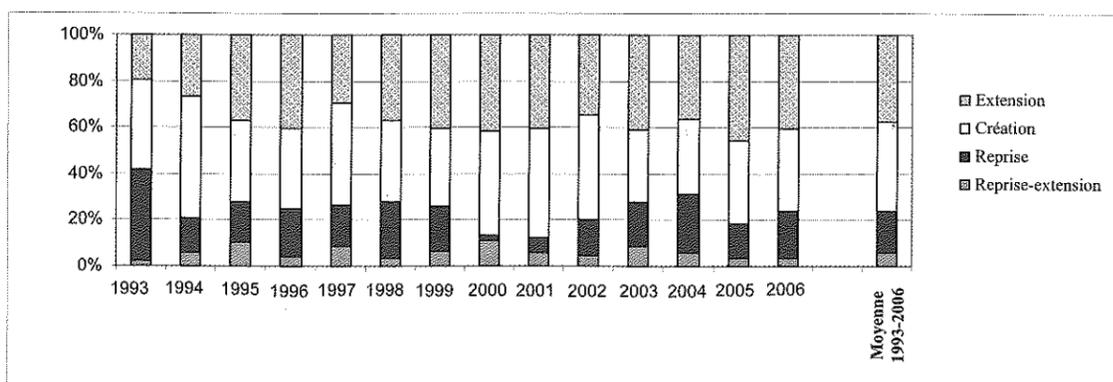
V – Rôle dominant des extensions en 2005, faible contribution des reprises

L'accroissement de la présence étrangère dans un pays peut se faire selon plusieurs modalités : créations de sites nouveaux, extensions de sites existants, acquisitions, etc. Cependant, seule une partie de ces opérations conduit à des créations ou à des sauvegardes d'emplois. Ce sont celles-là que l'AFII cherche à comptabiliser. Notre bilan prend donc en compte l'ensemble des projets d'investissement conduisant à la création de sites nouveaux et à l'extension de sites existants. Par contre, il ne retient qu'une petite fraction des acquisitions, à savoir celles concernant les reprises d'entreprises en difficultés permettant de sauvegarder des emplois menacés (cf. méthodologie du bilan, chapitre 2). Cette approche conduit aux conclusions suivantes :

1 - Rôle majeur des extensions

Les extensions ont été à l'origine de 40,2 % des emplois créés en France en 2006 (44 % y compris les reprises-extensions). Alors que la contribution de ce poste n'était en moyenne que de 23,3 % en 1993-1994, elle s'est en effet progressivement accrue pour atteindre le niveau record de 45,4 % en 2005 (47,7 % y compris les reprises-extensions), pour baisser ensuite très légèrement en 2006.

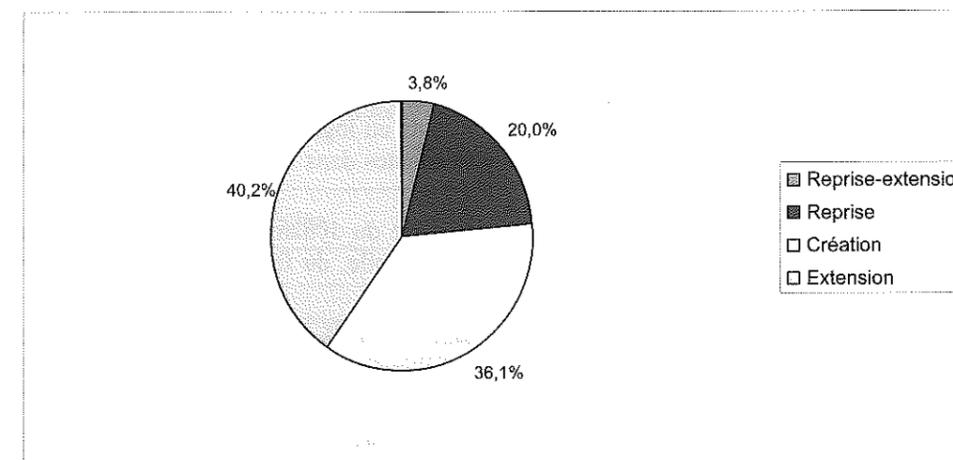
Créations et maintiens d'emplois par modalité d'implantation (% , 1993-2006)



2 - Progression des reprises

Les reprises d'entreprises en difficulté ont représenté 20 % des créations et maintiens d'emplois en France en 2006. Elles ont connu une assez forte progression par rapport à l'an dernier du fait de la réalisation de quelques opérations majeures. En plus de celles déjà évoquées plus haut, on peut mentionner le rachat de Star Airlines par Avion Group (Isl.) et de Polyrey par Illinois Tools (EU).

Création d'emplois par mode d'implantation (% , 2006)



3 - Stabilité de la part des créations

Les créations de sites nouveaux sont pour leur part à l'origine de 36,3 % des créations d'emplois en 2006, une proportion équivalente à celle de l'an dernier (36 %), mais inférieure à celle observée au milieu des années 1990. Cette stabilité en pourcentage s'accompagne cependant d'une progression très significative des flux de création d'emploi.

Emplois créés par modalité d'implantation (2004-2006)

Modalité	2005	2006	Différence 2006-2005	% 2005	% 2006
Reprise-extension	990	1502	512	3,3	3,8
Reprise	4543	7989	3446	15,1	20,0
Création	10931	14433	3502	36,3	36,1
Extension	13682	16074	2392	45,4	40,2
Total	30146	39998	9852	100,0	100,0

VI – Analyse par régions d'accueil

Six régions ont concentré en 2006, 62 % des créations d'emplois.

- **L'Ile-de-France** arrive très largement en tête avec 9000 emplois créés, soit 22,5 % du total. Malgré une très légère progression des flux, sa part dans le total s'inscrit en baisse par rapport à 2005, où elle avait atteint 28,5 %. Ses points forts restent les activités de services aux entreprises, les autres services commerciaux et financiers et les logiciels, qui représentent plus d'un emploi créé sur deux dans la région en 2006. Par fonction, elle se spécialise sur les prestations de services, les bureaux commerciaux et les services administratifs et quartiers généraux, mais n'a par contre accueilli qu'une proportion très faible des créations d'emplois en production réalisées dans notre pays en 2006.

- **Rhône-Alpes** se maintient au second rang, avec 10,4 % des emplois créés en France en 2006, en léger tassement par rapport à 2005 (12,3 %). Elle se caractérise par la très grande diversité des activités accueillies, dont la structure est assez proche de celle observée pour l'ensemble du pays en 2006. On notera toutefois l'existence d'un flux de projets significatifs dans le secteur des métaux, lié à plusieurs reprises importantes.
- **Provence - Alpes - Côte d'Azur** arrive en 3^{ème} position en 2006 (9,4 % du total France) avec un quasi doublement du nombre d'emplois créés par rapport à 2005. La région a réalisé des performances particulièrement remarquables dans le secteur de l'aéronautique (Eurocopter à Marignane) et des centres de R&D (Amadeus, Kohlberg Kravis Roberts&Co, Itera Semiconducteurs, Campbell...).
- **Le Nord - Pas-de-Calais** (7,1 % des emplois créés) a bénéficié de projets importants dans les centres d'appel (Bertelsmann, Creditsafe..) et les médicaments (GSK), ainsi que de l'implantation d'IKEA à Hénin-Beaumont. Il confirme son attractivité en logistique, mais réalise par contre des performances en recul par rapport aux années précédentes dans le secteur automobile, un de ses principaux points forts traditionnels.
- **Midi-Pyrénées**, avec 6,9 % des emplois créés, bénéficie du dynamisme des secteurs de services, mais réalise également une bonne année dans l'automobile, du fait notamment de la reprise de Michel Thierry par MatlinPatterson.
- **Enfin, la Bretagne** réalise une bonne performance (5,4 % du total France), qui s'explique essentiellement par la reprise de CF Gomma par SilverPoint Capital à Rennes (1 600 emplois sauvés).

**Emplois créés ou maintenus par région
(2005-2006)**

Région	2005	2006	Différence 2006-2005	% 2005	% 2006
Ile-de-France	8590	9001	411	28,5	22,5
Rhône-Alpes	3694	4179	485	12,3	10,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1800	3742	1942	6,0	9,4
Nord-Pas-de-Calais	3089	2853	-236	10,2	7,1
Midi-Pyrénées	2517	2759	242	8,3	6,9
Bretagne	481	2171	1690	1,6	5,4
Lorraine	1974	1710	-264	6,5	4,3
Alsace	1770	1708	-62	5,9	4,3
Aquitaine	949	1647	698	3,1	4,1
Picardie	333	1340	1007	1,1	3,4
Auvergne	419	1305	886	1,4	3,3
Languedoc-Roussillon	630	1261	631	2,1	3,2
Haute-Normandie	554	1227	673	1,8	3,1
Champagne-Ardenne	124	1143	1019	0,4	2,9
Pays-de-la-Loire	795	904	109	2,6	2,3
Bourgogne	767	650	-117	2,5	1,6
Basse-Normandie	92	632	540	0,3	1,6
Poitou-Charentes	434	573	139	1,4	1,4
Franche-Comté	158	446	288	0,5	1,1
Centre	919	442	-477	3,0	1,1
Dom-Tom	10	270	260	0,0	0,7
Limousin	44	24	-20	0,1	0,1
Corse	3	11	8	0,0	0,0
Total	30146	39998	9852	100	100

Dans les autres régions, les créations d'emplois sont en progression en Aquitaine, Picardie, Auvergne, Haute-Normandie, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Basse-Normandie, Pays de la Loire, et, à partir d'un niveau faible, en Poitou-Charentes, Franche-Comté. Elles sont en léger tassement en Alsace, Lorraine et Bourgogne. Elles restent marginales en Corse, Limousin, et, malgré une acquisition significative, dans les Dom-Tom.

Pour donner une idée plus réaliste de l'attractivité de chaque région française, il convient cependant de ramener les flux de créations d'emplois à la population active régionale. Selon cet indicateur, les régions ayant réalisé les meilleures performances sont Midi-Pyrénées, Auvergne, Alsace, Champagne-Ardenne, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Lorraine, Picardie et Nord - Pas de Calais, où le rapport des créations d'emplois étrangère à la population active dépasse 0,2 %.

**Nombre d'emplois créés ou maintenus pour 1000 actifs
par région en 2006**

Région	Emplois créés ou Maintenus	0 / 00
Midi-Pyrénées	2759,0	2,6
Auvergne	1305,0	2,5
Alsace	1708,0	2,4
Champagne-Ardenne	1143,0	2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3742,0	2,1
Lorraine	1710,0	2,0
Picardie	1340,0	2,0
Nord-Pas-de-Calais	2828,0	2,0
Bretagne	2171,0	1,8
Haute-Normandie	1227,0	1,8
Rhône-Alpes	4179,0	1,7
Ile-de-France	9001,0	1,7
Total	39998	1,6
Languedoc-Roussillon	1261,0	1,5
Aquitaine	1647,0	1,4
Basse-Normandie	632,0	1,1
Bourgogne	650,0	1,0
Franche-Comté	446,0	1,0
Poitou-Charentes	573,0	0,9
Pays-de-la-Loire	904,0	0,6
Dom-Tom	270,0	0,5
Centre	442,0	0,4
Corse	11,0	0,1
Limousin	24,0	0,1

Les investissements de pérennisation : un enjeu croissant

Il ne suffit pas d'attirer les entreprises dans notre pays, il faut aussi savoir les retenir, dans un contexte caractérisé par d'incessants mouvements de restructuration des réseaux de production. Les sites existants peuvent ainsi être affectés au cours de leur existence par trois types de décision : fermeture ou réduction d'activité ; extensions ; enfin, investissements de consolidation ou de pérennisation (modernisation, changement dans la nature des activités).

Ce dernier type de projet ne se traduit pas immédiatement par des créations d'emplois, mais manifeste la volonté de l'entreprise de poursuivre à moyen terme ses activités sur le site concerné. Il intervient très fréquemment à l'issue d'un processus de décision mettant en compétition plusieurs sites existants, en Europe, voire dans le monde entier. A cette occasion, les organismes publics et les agences de promotion peuvent jouer un rôle important pour faire pencher la balance en faveur du site menacé. Il s'agit donc d'un domaine d'action majeur pour l'AFII.

Ces opérations se sont traduites en 2006 par la pérennisation de 3432 emplois pour 17 projets. Parmi les cas où l'AFII et ses partenaires régionaux ont été particulièrement sollicités, nous pouvons citer deux exemples caractéristiques :

- Le groupe américain Clientlogic Corporation, appartenant au conglomérat américain Onex Corporation est spécialisé dans les centres d'appels. Dans le cadre de la réorganisation de ses activités en Europe, il a réinvesti pour conserver le site de Pont Sainte Marie en Champagne-Ardenne, qui emploie un peu plus de 500 personnes.

- Comap Industries, filiale française du groupe néerlandais Aalberts Industries, fabrique des raccords pour circuits de chauffage, sanitaires, gaz et eau. Dans le cadre de sa stratégie mondiale, le groupe Aalberts Industries a mis en œuvre une politique de rationalisation du nombre de sites en créant des centres d'excellence industriels. Dans cette perspective, il s'est interrogé sur la pérennité du site de Saint-Denis de l'Hôtel dans le Loiret, en concurrence avec d'autres sites en Europe Centrale. Le Groupe Aalberts a finalement décidé de procéder à l'extension du site de Saint-Denis de l'Hôtel. Cette décision conduit au maintien d'environ 260 personnes et à la création d'une dizaine d'emplois. Le projet génère par ailleurs un investissement de 23 millions d'euros, incluant une part importante de R&D.

Ces emplois pérennisés font l'objet d'une comptabilisation séparée des autres types de projet (création, extension et reprise). Pour ces raisons de cohérence, ils ne sont pas repris dans les statistiques du bilan présentées dans le reste de ce document.